

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

1917-1937-1957. Qu'avez-vous fait
de la Révolution d'Octobre ?

de Marcel MARTINET

La révolution antitotalitaire

par Paul BARTON

Depuis 1952, y a-t-il eu inflation ?

par Robert LOUZON

Le Congrès des Instituteurs

par DUPERRAY - FOLCHER - BARLET

Reproches au mouvement
syndical français et international

par Roger LAPEYRE

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 421 - Octobre 1957

Quarante ans ont passé.

Qu'avez-vous fait de la Révolution d'Octobre -

Marcel MARTINET

La Révolution antitotalitaire

Paul BARTON

Propos stalinien chez les antistaliniens.

Le Congrès esperantiste de Rotterdam ..

Clément DELSOL

Notes d'économie et de politique

Depuis 1952 y a-t-il eu inflation ? — Après la Syrie, le Siam ! — Le drame de ce temps

Robert LOUZON

Syndicats d'abord

Louis MERCIER

Le Congrès de Paris du Syndicat National des Instituteurs

DUPERRAY,
FOLCHER, BARLET

Chronique de l'Union des Syndicalistes

Assemblée générale (R.G.).

La réforme de l'Enseignement

L'Ecole primaire libératrice... si elle est émancipée

Roger HAGNAUER

Ce que nous reprochons au mouvement syndical français et international

Roger LAPEYRE

La C.I.S.L., F.O. et l'Algérie

M. CHAUSSE

A travers les livres

« Du bolchevisme », de Michel Collinet (R. H.).

Cercle Zimmerwald : la conférence de H. Rolland sur l'Italie ouvrière.

ENTRE NOUS

Le rappel adressé aux abonnés en retard a prouvé la solidité des liens qui unissent la « R. P. » à ses plus fidèles lecteurs. A quelques très rares exceptions, les anciens ont répondu en s'excusant de leur retard.

Il en est beaucoup qui ont ajouté leur souscription à leur abonnement. Et les plus rouspéteurs sont naturellement les plus empressés à soutenir financièrement la revue.

Peut-être parce qu'ils sont assurés d'y trouver une tribune ouverte à toutes leurs récriminations, à toutes leurs critiques des institutions et des appareils établis.

Il y a tout de même quelque déchet dans les résultats de la « relance ». Beaucoup de négligence sans doute. Il suffira certainement d'un dernier appel pour que la situation soit régularisée.

Sinon, ce ne serait plus de la négligence, mais de la désinvolture. Nous ne disposons pas de ressources extraordinaires permettant de grossir les services gratuits. Ce sont les autres qui payent pour un numéro distribué gratuitement. Ces autres sont heureux de consentir un sacrifice pour la propagande. Mais servir la revue pendant des années à qui le lit par dilettantisme sans être convaincu de sa nécessité — c'est un gaspillage blâmable.

Nous donnerons nos comptes dans le prochain numéro. Le camarade qui se charge de les établir n'a pu — pour raisons de santé — les fournir à temps.

LUCIEN MERAT

Nous avons donné le bon à tirer de ce numéro, nos vingt-quatre pages roulaient... lorsque nous avons reçu une communication dont nous ne pouvons que faire état ici.

Lucien Mérat, professeur agrégé d'allemand, l'un des fondateurs de la Fédération de l'Enseignement vient d'être emporté brusquement par une crise cardiaque.

Il est question de lui dans ce numéro. Par une ironie douloureuse, nous faisons appel à son témoignage de militant syndicaliste chevronné. C'est qu'il était exactement le contraire de ces mandarins dont nous déplorons l'influence. Sa vaste culture ne s'ex-tériorisait que par un humanisme généreux et cordial. Il n'avait rien du « maître » ou du « chef ». Il n'aimait pas s'imposer. Il cherchait les plaisirs simples, rustiques, et préférait à l'artifice des réunions spectaculaires, la naturelle confiance des rencontres amicales. Il ne semblait pas être dominé par la vocation militante. Seule la fermeté de ses convictions déterminait sa patiente et tenace entreprise. Louis Roussel fut l'homme du Syndicat des Instituteurs. Mérat fut l'homme de la Fédération de l'Enseignement. Ces deux ouvriers sont partis discrètement, l'œuvre accomplie.

Il y a cinq ans quelques rares amis se groupaient en un joyeux repas autour de Mérat, qui partait en retraite. Il n'aura pas profité longtemps de sa pension. Il s'en va définitivement à soixante-cinq ans. Son nom n'éveillera que peu d'échos dans la Fédération qu'il a fondée. Il ne s'offenserait pas de cette ingratitude. Au contraire. Ce grand honnête homme, s'il pouvait parler aux amis peu nombreux qui suivront son convoi, s'excuserait de les avoir dérangés pour une affaire personnelle.

R. H.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton

1917 - 1937 - 1957

QUARANTE ANS ONT PASSÉ

1917. — Tournant décisif dans la guerre de 1914-1918. Le massacre de Verdun avait souligné la « stupide horreur » des victoires et des défaites. Les mutineries d'avril beaucoup plus graves qu'on ne l'a dit auraient pu aboutir à une marche révolutionnaire sur Paris.

Dans le mouvement ouvrier et socialiste de France et d'Allemagne, si l'écho des conférences internationales de Zimmerwald et de Kienthal ne se prolongeait qu'en sourdes profondeurs, une majorité velléitaire attendait des initiatives pacifistes. Et dans les hautes sphères politiques, un parti de la « paix blanche » se formait prudemment, autour du nouvel empereur d'Autriche et autour de Joseph Caillaux, chef du parti radical français.

C'est dans un tel climat que se produisit en mars 1917 la chute de l'autocratie russe. De mars à octobre, la guerre hésita à l'Est comme à l'Ouest. Il y eut barrages d'influences. Les militants, les diplomates et les hommes d'affaires de l'Entente ne purent forcer le destin : la bourgeoisie russe, politiquement chétive et vacillante ne put maintenir dans les tranchées un peuple de paysans que « ses jambes » portaient vers les Soviets et vers la Terre. Mais la classe ouvrière russe dont les liaisons avec l'Occident ne s'étaient pas dégagées des querelles de groupes émigrés, ne put exercer de pression efficace sur des peuples intégrés dans de vieilles et solides institutions.

Ce fut la rupture totale. A l'Est, la victoire des bolcheviks et la paix du Brest-Litovsk. A l'Ouest, le jacobinisme jusqu'aboutiste de Clemenceau, l'intervention décisive de l'impérialisme américain, le « diktat » de Versailles. Mais cette rupture prolongea ses effets au delà de la guerre. Sur les ruines et les cadavres laissés par celle-ci, elle éleva le mythe de la Révolution à la fois vengeresse et libératrice. On crut à l'opposition irréductible entre deux mondes, entre deux civilisations. En France, les révolutionnaires conséquents de 1914, foncièrement hostiles à l'Etat bourgeois, les survivants déclassés et révoltés des massacres systématiques, les adolescents nés de la guerre portant « le diable au corps... et à l'esprit » accrochèrent leur char à l'Etoile des Soviets. Logiquement l'esprit internationaliste de Zimmerwald se retrouvait dans l'Octobre russe. Tout aussi logiquement, la Révolution russe devait se prolonger dans une Internationale qui « ferait et serait le genre humain ».

Dès 1921, les plus clairvoyants avaient compris que cette étape était close. A travers les nuées de la légende, le sommet paraissait très proche. Une brutale clarté — sous laquelle s'évanouissaient les nuages brumeux — dessinait la longue route « qui monte en lacets ».

L'Octobre 1917 n'avait réussi que par un concours de circonstances unique et miraculeux : anéantissement des castes féodales, vacance du pouvoir éco-

nomique et politique, union des ouvriers et des paysans sous les uniformes déchirés...

Mais ce que l'on a justement appelé le communisme de guerre, n'était pas la réalisation du socialisme qui supposait deux conditions préalables : l'industrialisation rapide du pays, une libre opposition ouvrière là où la gestion ouvrière directe se révélait impossible. La solidarité efficace des prolétaires d'Europe et d'Amérique exigeait alors la renaissance d'une véritable Internationale ouvrière, liquidant brutalement l'héritage de la guerre et de la victoire militaire, soutenant Moscou socialiste contre les Etats capitalistes — mais capable aussi de soutenir la classe ouvrière russe contre l'arbitraire de l'Etat même socialiste de Moscou.

Depuis la mort de Lénine en 1924, le bolchevisme russe s'est engagé dans une direction diamétralement opposée. Il a suffi aux fondateurs de la « Révolution prolétarienne » de demeurer fidèles aux valeurs fondamentales déterminant leur action militante avant 1914, en 1919, en 1921, pour rompre avec l'Internationale bolchevisée puis avec Moscou stalinisé.

Mais on a pu croire pendant longtemps que la dictature stalinienne, par ses méthodes de terreur en U.R.S.S., de corruption et d'asservissement dans l'Internationale, se justifiait par l'ambition de préserver l'héritage d'octobre 1917, même si celui-ci ne gardait qu'une valeur symbolique... ou potentielle.

Depuis vingt ans, depuis les procès de Moscou de 1936 et de 1937, cette illusion, que nous n'avions jamais partagée, ne peut même plus servir d'alibi. En reproduisant l'article de Marcel Martinet paru dans la R.P. de septembre 1936, nous entendons non pas commémorer des gestes passés, fleurir des tombes — mais nous situer actuellement et éclaircir le présent et l'avenir.

Le pouvoir de Staline et de ses successeurs s'est édifié sur l'anéantissement de l'héritage d'Octobre 1917, c'est-à-dire de toutes les conquêtes ouvrières de la Révolution russe.

La R.P. n'a jamais voulu imposer de doctrine révolutionnaire. Elle laisse aux militants ouvriers la liberté de déterminer les moyens de lutter contre l'exploitation capitaliste. Mais, née de la volonté de préserver la liberté du mouvement ouvrier, organe de la Résistance internationale contre les oppressions politiques — qu'elles soient réactionnaires, militaristes, colonialistes, nationalistes ou totalitaires — elle se maintient par une hostilité intransigeante à l'égard de tous les agents de ces oppressions, conscients ou non, politiciens bourgeois ou leaders ouvriers. La flamme révolutionnaire d'Octobre 1917, brûlait chez les grévistes de Vorkuta, les combattants aux bras nus de Berlin-Est en 1953, les héros de Poznan et de Budapest en 1956.

La Révolution aujourd'hui c'est d'abord la liquidation de l'Ordre de Moscou.

L'ARTICLE DE MARCEL MARTINET →

Qu'avez-vous fait, de la Révolution d'Octobre ?

Alors que toutes les pensées se tournaient vers la lutte héroïque du prolétariat espagnol, le monde a appris avec stupeur la brusque mise en scène, l'incroyable déroulement et la conclusion de ce qu'on a nommé le « procès » de Moscou. L'affaire a été bâclée en quelques jours. En fait, elle commence à peine et ses suites ne seront pas liquidées de sitôt.

Devant l'incendie du Reichstag et le procès de Leipzig, devant le massacre des premiers compagnons d'Hitler dans la nuit du 30 juin 1934, tous les révolutionnaires du monde ont été saisis de dégoût. Mais l'abjection fasciste ne les surprenait pas, surtout elle ne les atteignait pas : elle les justifiait.

Devant l'affaire de Moscou, la réaction révolutionnaire est aussi de stupeur et de dégoût, mais elle s'accompagne de honte. Car cette sanglante bouffonnerie politicienne a été machinée au pays de la Révolution d'Octobre, par des exécutants qui se donnent pour les pionniers du socialisme dans le monde. Tous les hommes sentent confusément qu'un pas de plus vient d'être fait dans l'avalissement où l'humanité risque de s'enfoncer depuis 1914.

Que savons-nous de l'affaire ?

Ce qu'il a pu à la presse russe — c'est-à-dire au gouvernement russe — d'en faire connaître. Et la présentation des inculpés s'est d'abord opérée comme une entrée de clowns, à la fois minutieusement réglée et apparemment improvisée. L'art des belles présentations est un art russe et c'est aussi un art policier.

Les plus marquants d'entre eux, Zinoviev, Kamenev, avaient déjà été « jugés » et condamnés, au procès déjà scandaleux qui avait suivi le meurtre de Kirov, en décembre 1934. Toute possibilité d'une action politique quelconque leur était retirée depuis lors. C'est pourtant des « crimes » pour lesquels ils avaient été déjà condamnés qu'ils répondaient à nouveau. Et les condamnations à mort, que les accusés eux-mêmes ont réclamées avec une unanimité étrange, sont intervenues automatiquement, et les exécutions leur ont succédé sans délai, dans un étrange mystère.

Voilà tout ce qu'on sait.

Au lendemain du procès Kirov, Romain Rolland, comparant avec les guillotines de 93, admirait la grandeur d'âme des dirigeants qui se contentaient — plus de quinze années après la prise du pouvoir — d'exécuter en vrac quelques douzaines de comparses, d'en expédier quelques milliers en Sibérie, et d'isoler pour un temps les principaux « coupables » — les coupables moraux !

Aujourd'hui ce sont ces mêmes « coupables » qui sont exécutés, et pour les mêmes « crimes ». Et ces hommes furent les compagnons et les amis de Lénine, les chefs de la révolution militante, les organisateurs de l'Internationale Communiste. Sauf le vieux qui est mort, sauf l'autre vieux, imprudemment jeté au tombeau peu sûr de la proscription, et sauf un troisième, l'Unique, qui est triomphant, — toute la vieille garde est là : fusillée par le régime dont elle a forgé la victoire... Ainsi les fondateurs de la Révolution étaient capables des pires crimes, associés aux pires ennemis de la Révolution, dans le seul but de détruire les conquêtes de la Révolution ?

Quelle singulière monstruosité collective ! Ou alors... ?

Mais il y a les preuves ! Le gouvernement russe et ses employés nous répètent, avec une insistance dans l'imprécation qui dissimule mal l'inquiétude et l'angoisse, qu'elles sont accablantes. Cependant, malgré toutes les ressources d'une police experte, pas un document, pas un fait... Alors ? Quelles preuves ? — Une seule, mais il est vrai qu'elle est de taille, probablement unique dans les annales du crime : les « aveux », stéréotypés et frénétiques, de ces accusés exemplaires, de ces monstres qui ajoutent à la monstruosité de leurs crimes la monstruosité plus effarante de tels aveux.

C'est trop beau. Nous ne défendons pas ces condamnés modèles qui, sans leur furieuse ardeur à se déshonorer eux-mêmes, auraient fait s'écrouler l'accusation. Nous ne les défendons pas. Dans la lourde atmosphère où ils ont accepté de jouer leur rôle, ils se sont ensevelis eux-mêmes dans le mépris de l'histoire... Danton était sans doute un aventurier et Robespierre un pur révolutionnaire. Mais, quand Robespierre envoyait Danton à l'échafaud, Danton ne courait pas à la mort en criant : « Le grand Robespierre a raison ! » — il écumait de rage et d'appels à la vengeance. Ici nous comprenons. Mais nous ne comprenons pas l'histoire comme on la fabrique aujourd'hui à Moscou. Les collaborateurs de l'*Humanité* qui crachent sur les cadavres ont beau se battre les flancs. Ils n'expliquent rien parce qu'ils ne peuvent rien expliquer.

Cependant, une ligne générale se dégage clairement. Ceux qu'on vient de fusiller ont longtemps pratiqué la politique manœuvrière à laquelle ils succombent en semblant l'approuver encore. D'abdication en abdication, ils sont tombés jusqu'à cette lâcheté ou à cette lassitude suprêmes. Après quelles tractations, quelles mystérieuses promesses ? et comment sont-ils morts ? Là encore tout est sombre... Mais ces hommes furent de grands révolutionnaires et continuaient à incarner le souvenir d'Octobre, — et c'est cela qui est clair. Et la clarté augmente lorsque sur le charnier on voit rester le seul Staline, l'ancien terroriste — authentique, celui-là —, le Géorgien secret, le Maître de l'Etat russe qui, six mois après le meurtre de Kirov, « comprenait et approuvait » les mesures de défense capitaliste du renégat Pierre Laval, les mesures qui se trouvaient en même temps protéger l'Etat russe. L'opération que constitua le procès de Moscou, nous n'en distinguons pas nettement les raisons immédiates et le détail, mais sa signification, nous pouvons la discerner clairement : c'est une étape décisive vers la fascisation de l'Etat né de l'héroïsme des combattants d'Octobre. Et, nous tournant vers les auteurs et les complices, nous leur posons la seule question valable pour les révolutionnaires prolétariens :

Qu'avez-vous fait de la Révolution d'Octobre ?

L'ensemble s'éclaire d'une lumière plus accablante encore quand on considère que ce n'est pas terminé, que les arrestations et les suicides continuent au cœur même de l'appareil stalinien comme si l'on voulait éliminer physiquement toute la vieille génération, — et que tout est centré autour de la personne, autour du fantôme de Trotski.

Rayé de l'histoire officielle par une impudente falsification de la réalité, exilé, pourchassé, isolé, malade, le diable demeure terriblement vivant malgré tous les efforts, toutes les calomnies, tous les complots et tous les pièges. Et, tant qu'il est vivant, la tradition d'Octobre demeure malgré tout terriblement vivante. En dehors même de la lutte pour laquelle il est toujours prêt, le vieil insurgé, qu'on n'a pas osé détruire quand on le tenait, demeure un symbole insupportable et, pour beaucoup, en Russie et dans tout l'univers, le visage même de leur remords.

Il importe donc qu'il disparaisse au plus tôt. Si l'on ne parvient pas à le supprimer physiquement, il faut au moins l'annihiler moralement. Ceux qui méprisent bien les hommes croient que le mensonge le plus grossier, le plus grotesque, ils pourront le faire passer pour la vérité à condition seulement de le soutenir avec assez d'effronterie. Et pourquoi pas la bouffonnerie la plus énorme ? Pourquoi pas Trotski, le créateur de l'armée rouge, l'organisateur de la victoire, pourquoi pas Trotski agent de la Gestapo hitlérienne ? Evidemment il n'est pas question, pour les fabricants d'une telle imbécile infamie, d'y apporter le moindre crédit. Il s'agit seulement de la hurler avec des voix si résolues que les prolétaires n'aient pas l'audace de la mettre en doute ; et alors elle sera vraie. C'est ainsi qu'on a lu, jour après jour, les déclarations, articles, confessions, des inculpés d'abord et ensuite de tous ceux qui étaient suspects ou qui risquaient d'être suspectés, répétant inlassablement la leçon injurieuse et monotone : « C'est Lui, c'est Lui, c'est Lui ! » — les anciens amis se distinguant seulement par de plus bas outrages et par un ton plus cafard de repentis professionnels d'Armée du Salut.

Nous ne sommes pas politiquement des trotskistes. Mais cette obsession du trotskisme, qui a dominé et qui continue à dominer l'affaire, signe l'opération et en révèle le sens exact : il faut détruire ce qui demeure d'Octobre, sauf l'idolâtrie pétrifiée.

Celle-ci, on la conserve religieusement, car elle est déjà la mort et la pourriture de l'esprit révolutionnaire. Mais si Lénine ressuscitait, qui s'était permis dans son « Testament » de conseiller qu'on remplace Staline au secrétariat du parti par « quelqu'un de plus patient, de plus loyal, de plus poli et de plus soucieux des camarades, de moins capricieux aussi... », Lénine ne mériterait évidemment que les honneurs d'une charrette particulière. Cependant, puisqu'il est heureusement disparu et qu'on détient les clefs de son mausolée, c'est contre l'autre maintenant de la tradition d'Octobre qu'il faut masser les coups, c'est Trotski qu'il faut abattre. Et ce qu'il faut abattre dans la figure symbolique de Trotski, c'est, nous le répétons, ce qui s'oppose encore à la fascisation de l'Etat russe.

« La Révolution russe se défend », imprimait l'Humanité en caractères d'affiches. Non, et quand la Révolution reprendra là-bas force et vie, elle se défendra par d'autres moyens. Mais l'Etat qui est né d'elle se défend, en effet. Nous qui ne sommes pas attachés au nationalisme du pays où nous sommes nés, nous qui « n'aimons pas notre patrie » — parce que nous savons qu'aimer sa patrie, à l'époque actuelle, c'est aimer et aider les maîtres qui exploitent leur peuple, qui l'excitent contre les autres peuples, qui l'empêchent de s'émanciper —, nous qui ne sommes attachés qu'à l'émancipation de la classe ouvrière internationale, nous dénonçons l'odieuse comédie du procès de Moscou comme la trahison de la Révolution.

Nous dénonçons encore une autre manœuvre, directement dirigée contre le prolétariat de ce pays.

Tous les complices de l'opération à laquelle vient de procéder la bureaucratie stalinienne répètent infatigablement les mêmes injures, les mêmes menaces contre quiconque hésite à glorifier les fusillades de Moscou : un intensif bourrage de crânes doit amener les travailleurs français à renoncer à penser par eux-mêmes, les persuader que le catéchisme est sacré et que, s'ils s'en écartent d'une seule ligne, d'un seul mot, ils deviendront aussitôt des renégats et des traîtres. Le procédé publicitaire pour la propagation du conformisme n'est pas inventé d'hier. Il est malheureusement de plus en plus employé, avec une efficacité de plus en plus redoutable.

D'honnêtes camarades ainsi suggestionnés craignent sans doute, s'ils bronchent, de tomber automatiquement dans le camp de la contre-révolution. Nous leur disons seulement :

« Jusqu'où descendrez-vous ? C'est dès aujourd'hui que vous travaillez, en fait, contre la révolution sociale. Vous voilà au point où les socialistes félon, les anarchistes de défense nationale, les syndicalistes d'union sacrée étaient tombés au lendemain de la déclaration de guerre, en août 1914. Ceux-là, du moins, avoient attendu, pour se renier, que la guerre ait emporté toutes les digues. Où serez-vous demain ? »

Mais aux chefs à tout faire qui chloroforment le prolétariat, nous devons parler autrement : « Votre tactique d'intimidation, d'enthousiasme de troupeau et de mensonge par persuasion, nous la connaissons : elle est la méthode même et l'A B C du fascisme. Et elle est la négation directe de la révolution ouvrière. Pour instituer une société d'hommes libres, la révolution ne s'adresse qu'à la conscience et à la volonté réfléchie de l'homme, elle ne commence pas par transformer ses militants en esclaves.

Votre « grande politique » où d'imbéciles flatteries s'assaisonnent de sourdes menaces, cette égoïste fourberie, héritée des politiciers bourgeois, ne nous effraie ni ne nous trouble. Vous dites que nous nous rencontrons dans nos critiques avec un Doriot ? La canaillerie de cet aventurier, formé et corrompu à votre école, ne tient pas aux arguments qu'il utilise, mais à l'usage qu'il en fait : ainsi il reste de votre famille, gardez-le. C'est nous qui vous méprisons. C'est nous qui dénonçons en vous les fossoyeurs de la révolution sociale. »

Mais les fossoyeurs disparaîtront et la révolution sociale s'accomplira. Nous savons que nous sommes peu nombreux. Quelques-uns d'entre nous ont lutté dès août 1914 contre la guerre impérialiste ; ils étaient alors moins nombreux et plus faibles que nous ne le sommes aujourd'hui. Pourtant ils n'ont pas désespéré et ils ont vu Zimmerwald, la Révolution d'Octobre et le réveil des hommes. Fidèles à la Révolution d'Octobre, nous pouvons nous sentir aujourd'hui déshonorés par des parodies funèbres qui osent se réclamer d'elle : nous ne désespérons aucunement. La justice prolétarienne, la liberté humaine ne succomberont pas à des commérages de gendeleurs vaniteux, à des manœuvres de politiciens sans scrupules. Mais pour que l'émancipation ouvrière s'accomplisse sur la déroute du vieux monde, c'est nous qui opposons aujourd'hui à ces manœuvriers et à ces menteurs notre accusation sans merci :

Qu'avez-vous fait de la Révolution d'Octobre ?

Marcel MARTINET.

(« R. P. » de septembre 1937).

LA REVOLUTION ANTITOTALITAIRE

Mai 1953, grève insurrectionnelle dans les camps de concentration de la région de Norilsk, à l'extrémité nord-ouest de la Sibérie orientale ; au camp numéro 3 de ce complexe, les mutins résistent jusqu'au 11 août.

Début juin 1953, manifestations ouvrières à Pilsen, à Ostrava et dans d'autres centres industriels de Tchécoslovaquie.

17 juin 1953, soulèvement de l'Allemagne de l'Est.

Juillet 1953, grève dans les camps de Vorkouta, au nord de la Russie d'Europe.

Mai 1954, insurrection dans les camps de Kinguir, au Kazakhstan.

28 juin 1956, soulèvement ouvrier à Poznan.

23 octobre 1956, déclenchement de la révolution hongroise.

Cette liste n'englobe pas de nombreux événements de moindre envergure, tels la mutinerie paysanne en Slovaquie orientale du printemps 1953, la seconde grève de Vorkouta de l'été 1955, les troubles en Asie centrale de l'automne de la même année, les incidents sanglants de Tiflis de mars 1956 et ceux de Kiev de décembre 1956, ou les récentes grèves et manifestations des tramotins de Lodz. Mais la simple énumération des plus grandes explosions auxquelles nous avons assisté dans le monde soviétique au cours des dernières années suffit à démontrer que nous avons affaire non pas à quelques incidents sans lendemain, mais bien à une véritable révolution.

NORILSK — VORKOUTA — KINGUIR

Aucun de ces soulèvements et révoltes ne part du néant. Contrairement à ce que l'on pourrait croire parfois en les observant de loin, ils constituent à chaque fois l'aboutissement d'un long processus de maturation, souvent difficile à discerner parce que se développant dans la clandestinité et caché au monde extérieur par une véritable conspiration du silence.

Les grèves insurrectionnelles qui devaient porter un coup sévère au système concentrationnaire en U.R.S.S. furent précédées d'une prodigieuse fermentation de la résistance dans les camps. Dès 1950-1951, et plus encore à partir de 1952, on vit naître de nombreux réseaux clandestins, qui s'appliquaient à grouper en communauté solide des détenus appartenant à la même nationalité, à mettre hors d'état de nuire les « moutons » à l'intérieur de chaque groupe national, à diffuser les informations, à animer des discussions politiques, à briser la dictature exercée par des criminels de droit commun et à mener une action revendicative de tous les jours.

Et, dans une large mesure, ce déploiement des activités « souterraines » dans les camps ne fit que refléter la recrudescence de la résistance dans le même pays. Parmi les nouveaux détenus, on trouvait, en effet, un pourcentage sans cesse croissant d'anciens partisans ukrainiens, baltes, polonais et même russes, d'étudiants et de membres de l'intelligentsia ayant participé à des cercles de discussion clandestins, bref, d'hommes déjà munis d'un certain savoir faire en fait d'organisation secrète et décidés à poursuivre leur lutte après même être tombés entre les mains de la police.

D'autre part, la résistance derrière les barbelés reflétait celle qui se manifestait en dehors de ceux-ci en ce qu'elle jouissait de nombreuses complicités dans la population libre des environs. Les mutins retranchés dans le camp numéro 3 de Norilsk furent ravitaillés en fraude par la population de la ville.

Les liaisons entre différents camps d'une région furent entretenues par des travailleurs non détenus qui rencontraient les bagnards sur le lieu de travail ou qui venaient au camp avec les camions apportant nourriture, matières premières, outils, etc. Les cheminots desservant des voies ferrées qui traversent les zones concentrationnaires tinrent les prisonniers au courant de ce qui se passait dans d'autres régions du pays ; c'est ainsi qu'en avril 1953 ils amenèrent à Vorkouta un tract imprimé qui avait circulé à Moscou, signé par « l'opposition léniniste dans le Parti ».

On ne saurait trop insister sur le rôle de ces activités clandestines dans les camps lorsqu'il s'agit de rechercher les origines des soulèvements. Ce sont elles qui inspirèrent au forçat un nouvel esprit combattif en lui révélant sa propre force et en lui faisant apparaître par là même une lueur d'espoir. En même temps, à travers les diverses activités, les hommes les mieux capables d'organiser le combat acquirent peu à peu, aux yeux de leurs codétenus, l'autorité nécessaire pour pouvoir s'acquitter de cette tâche au moment critique.

PILSEN

En Tchécoslovaquie, les grèves et manifestations consécutives à la réforme monétaire du 30 mai 1953 furent précédées d'une longue période d'accroissement presque ininterrompu de la résistance dans les usines. Mieux encore, au cours de ce processus, celle-ci changea pour ainsi dire de qualité en passant de l'autodéfense individuelle à la lutte collective ; des tentatives de tourner et d'éluder les mesures officielles, aux formes classiques de lutte ouvrière ; action revendicative, grève, protestation collective ; de la lutte menée dans les limites de l'atelier ou de l'usine, aux actions entreprises à l'échelle nationale ; des escarmouches fortuites et dispersées, à un mouvement méthodique ; des formes camouflées, aux manifestations ouvertes ; de la masse anonyme et amorphe, à la formation de nouveaux cadres militants. Les points culminants de cette évolution furent atteints dans le ralentissement spectaculaire du travail qui paralysa la production de l'ensemble des charbonnages du pays pendant plusieurs semaines à l'automne 1950 et dans la manifestation en novembre 1951, qui rassembla sur la place principale de Brno des dizaines de milliers d'ouvriers en grève pour protester contre une réduction de salaires.

Pendant les derniers mois avant la grande explosion, la classe ouvrière du pays, à plusieurs reprises décapitée au cours des quinze années précédentes, retrouva dans ses propres rangs toute une nouvelle équipe de militants susceptibles de la mener dans son pénible combat. C'est ainsi qu'éclate, fin 1952, l'affaire Adolf Zidek. Il s'agit du président du comité syndical des forges Stalingrad de Liskovec, usine qui, sous son ancien nom de Karlova Hut, s'était inscrite dans l'histoire du mouvement ouvrier tchécoslovaque comme un de ses principaux repères :

Au moment de son entrée en fonction, Zidek était un militant communiste à toute épreuve. Mais, sous l'influence des doléances ouvrières qu'il était censé repousser au nom de la fiction de dictature du prolétariat, il finit par devenir un porte-parole fidèle de ses camarades de travail. Lorsque la police arrêta un travailleur de son usine, Zidek alla dire au Parquet que les ouvriers feraient grève si leur camarade n'était pas libéré. Au maire qui n'avait pas assuré l'approvisionnement de la cité ouvrière, il promit de venir avec les ouvriers en camions à la mairie « ar-

ranger les choses ». Toutes les tentatives de la cellule du parti pour tirer les ficelles du comité syndical se heurtèrent à une opposition irréductible du président qui disait tout simplement que ce comité avait été mandaté par les ouvriers et non par la cellule. Lorsqu'on exerçait sur lui des pressions pour l'amener à défendre une mesure antiouvrière, il s'écriait : « Moi, je suis le représentant des milliers d'esclaves de cette usine ! » Par décision des instances supérieures des syndicats officiels, Adolf Zidek fut relevé de ses fonctions de président du comité syndical des forges Stalingrad et de membre du conseil syndical régional, « pour avoir commis des erreurs d'opportuniste ». Or, les ouvriers de son usine, invités à donner après coup leur approbation à ces sanctions, s'y refusèrent en déclarant qu'ils ne décelaient aucun élément d'opportunisme dans l'action de leur président.

Un cas analogue se produisit à la même époque dans la grande usine d'automobiles Tatra à Kopřivnice où le président du comité syndical fut exclu du parti et destitué de sa fonction pour être devenu le « porte-parole de l'état d'esprit et de l'opinion opportunistes » et avoir pratiqué une « politique visant à capter la popularité ».

Une autre affaire encore fut signalée en mars 1953 dans une mine de Silésie. Ici, le président du comité syndical s'opposa avec la dernière énergie à une décision du directeur général enjoignant à près d'une moitié des techniciens de cette mine de payer de leur propre poche des tarifs de salaire surclassés. Vint ensuite une assemblée houleuse devant laquelle le directeur général et les représentants du comité régional des mineurs devaient expliquer au personnel toute une série de nouvelles mesures mettant en péril le niveau des salaires. Les orateurs, à peine commencèrent-ils à parler, se virent réduits au silence. La tribune fut prise d'assaut par des porte-parole authentiques des travailleurs et ceux-ci, après une discussion passionnée, désignèrent une délégation pour aller protester dans la capitale. Le président du comité syndical de la mine, le même qui avait eu le conflit avec le directeur général à propos des tarifs surclassés, se vit reprocher de ne pas avoir pris la défense des orateurs officiels. Il répondit avec simplicité : « Moi, je suis toujours du côté des mineurs. »

BERLIN-EST

Un tableau à tous égards comparable apparaît lorsqu'on étudie ce qui précéda le 17 juin 1953 en Allemagne de l'Est. Les révoltes ouvrières qui défilerent sur le pays ce jour-là apparaissent comme un produit d'une évolution de longue haleine : en 1948, dissolution des conseils syndicaux d'établissement, pour la plupart animés par des militants des syndicats libres avant 1933 ; apparition, au sein des syndicats officiels, d'un puissant courant se réclamant du syndicalisme pur, par opposition au syndicalisme commandé par le parti ; en 1951, pendant plusieurs mois, grand conflit dans les usines à propos des nouvelles conventions collectives aggravant les conditions du travail ; prise d'assaut, le 16 août 1951, de la prison et du quartier général de la police de Saalfeld par les travailleurs des mines d'uranium pour libérer un groupe d'ouvriers qui venaient d'être arrêtés.

A l'approche du 17 juin, on vit surgir, de même qu'en Tchécoslovaquie, un nombre considérable de militants de grande valeur qui gagnaient rapidement la confiance et l'estime de leur entourage en sachant mieux formuler que les autres les revendications de tous et en faisant preuve, dans les conflits sociaux qui pullulaient alors, d'un courage civique remarquable. Dès le début de l'année 1953, une lutte farouche fut menée dans les usines entre le gouvernement décidé à réduire considérablement les temps

accordés aux travaux rémunérés à la pièce et les ouvriers, tout aussi résolus à ne pas admettre cet attentat contre les salaires. Le pays vit à cette époque de nombreuses assemblées ouvrières houleuses et en maints endroits le conflit aboutit à l'arrêt collectif du travail. Au cours des deux derniers mois avant le 17 juin, le nombre de grèves alla croissant. Parmi les cas les plus importants d'entreprises immobilisées, on peut citer les suivantes : « Puits du Progrès » appartenant aux mines de cuivre de Mansfeld, le 10 avril ; usine de rayonne de Premnitz, le 28 avril ; usine de machines-outils de Berlin, Krautstrasse, et sa filiale de Marzahn, le 6 mai ; entreprise Femag et Finsterwalde, le 27 mai ; entreprise nationale Gese-lan de Fuerstenwalde, le 27 mai ; usine d'appareils électriques Kjellberg de Finsterwalde, le 28 mai ; un département de l'usine de construction du matériel ferroviaire de Treptow, le 29 mai ; L.E.W.-Daimler de Hennigsdorf, le 30 mai ; Nagema, usine de réfrigérateurs de Chemnitz, le 3 juin ; l'usine de tôles de blindage appartenant à la Société anonyme soviétique Krauthelm de Chemnitz, le 3 juin.

C'est à travers ces conflits que se forment, au sein même de la classe ouvrière, les futurs cadres dirigeants du soulèvement. Citons quelques exemples.

A une conférence des délégués du personnel de l'industrie chimique, tenue à Halle au mois de mai, un représentant des ouvriers de l'entreprise Elektrochemischer Kombinat Bitterfeld prit la parole pour attaquer le principe même de relèvement des normes du rendement.

Elevant sa voix contre ce même principe à l'assemblée du personnel d'une imprimerie de Leipzig, un ouvrier parla de la nécessité de faire triompher dans le parti le « vieil esprit des travailleurs du Livre » et déclara que les militants du parti n'étaient que des « receveurs d'ordres ». Un autre syndicaliste s'écria au cours de cette réunion : « Il faut d'abord avoir de vraies élections pour que les camarades qui défendent maintenant les décisions (relatives au relèvement des normes) se rendent compte où ils en sont venus avec leur parti. »

Le 16 avril, à l'assemblée du personnel de la centrale électrique Zeitz, un ouvrier prononça les paroles suivantes : « Camarades, c'est une honte pour les ouvriers de voir ce qui se passe à présent dans notre pays. Soixante-dix ans après la mort de Karl Marx, nous devons encore discuter au sujet de nos besoins vitaux les plus élémentaires. Si Karl Marx s'en doutait, il s'agitait dans sa tombe. Ici, il ne peut y avoir qu'une seule suggestion, celle-ci : Revenons au sens commun ! ». Et un autre ouvrier de s'exclamer à la même réunion : « Nous voulons vivre comme des êtres humains, nous ne demandons pas davantage. »

Dans l'usine de constructions mécaniques de Berlin-Lichtenberg, un serrurier annonça sa démission du comité syndical d'établissement en déclarant qu'il ne pouvait pas soutenir la réduction des temps. « Ils doivent, eux, baisser d'abord les prix ; c'est alors seulement que nous relèverons nos normes. »

Pour apprécier le rôle joué dans les événements du 17 juin par ceux qui devinrent des hommes de confiance de leurs camarades de travail au cours des luttes précédentes, il suffit de lire le récit suivant d'un ouvrier de Brandenburg (ce texte fut reproduit par Joachim G. Leithheuser dans la revue « Der Monat », octobre 1953) :

« Le soir du 16 juin nous avons appris par RIAS (la radio américaine de Berlin-Ouest) le soulèvement de Berlin. Ma famille pouvait à peine y croire, nous étions pleins d'attente. A l'usine, tout le monde parlait de ce que nous avions entendu dans les émissions de RIAS. Des groupes se formaient un peu partout, les ouvriers se demandaient si notre usine ne devrait pas faire, elle aussi, la grève. Personne n'osait encore dire : « Nous voulons débrayer. »

« Nous avons travaillé depuis environ une demi-heure lorsqu'un collègue que nous ne connaissions pas a répondu à la nouvelle que les ouvriers du bâtiment employés à l'aciérie étaient en grève et se trouvaient déjà en route vers le centre de la ville. L'idée que nous pourrions rater l'occasion ou arriver trop tard nous a remplis d'émotion. De toute manière, nous étions encore un peu sceptiques puisque l'homme qui avait apporté la nouvelle ne travaillait pas depuis longtemps dans notre usine et que trop souvent nous avons fait une mauvaise expérience avec les gens allant de groupe en groupe pour glisser des slogans à l'oreille. Il y avait souvent des mouchards parmi eux.

« Nous nous sommes consultés sur ce qu'il fallait faire et avons décidé d'envoyer un des nôtres à l'aciérie pour voir de quoi il retournait là-bas. Un peu plus tard, cet homme est revenu et a tout confirmé. Les rues étaient pleines d'ouvriers, a-t-il dit, et tout le monde marchait vers la ville. Avec quelques camarades de travail auxquels je faisais particulièrement confiance, nous avons décidé de faire « mûrir » les autres. Pour commencer, nous nous sommes répartis entre les ateliers et avons commencé à parler à des ouvriers que nous savions suffisamment courageux pour se faire l'écho du mot d'ordre de grève. Au bout d'une demi-heure, nous pouvions être sûrs que nos paroles circulaient partout.

« C'est alors que nous avons, deux de mes amis et moi-même, arrêté nos machines. Cela devait se voir tout de suite, car c'étaient de grosses machines qui restaient en marche pendant tout le poste de travail. Nous avons ramassé bruyamment nos outils et les avons jetés sur la table du magasinier. Les collègues ont compris le signal et en ont tous fait autant, les uns après les autres. Quelques-uns, qui continuaient encore de travailler, ont été sommés d'arrêter. Au bout de quelques minutes, personne ne se trouvait plus dans l'atelier mécanique. Nous nous sommes rassemblés dans la cour et l'on s'est mis à discuter rudement. Certains ne pouvaient pas encore croire la nouvelle ; c'était trop beau pour être vrai. D'autres voulaient foncer tout de suite, pour ne pas louper le coup. Mais nous voulions entraîner tout le personnel.

« Dans l'intervalle, on a vu arriver les « camarades » et les responsables, avec le chef d'entreprise. Ils ont demandé ce qui se passait. « Vous devez mieux savoir que nous ce qu'il y a », a été notre réponse. « Pourriez-vous nous dire ce qui arrive dans l'aciérie ? », a demandé un des nôtres aux « camarades », tandis qu'un autre criait : « L'aciérie est en grève ». A ce moment, les « camarades » savaient tout d'un coup de quoi il s'agissait. L'un d'eux a répondu : « L'aciérie n'est pas en grève, elle fait une manifestation. D'ailleurs, tous les ouvriers de l'aciérie ne manifestent pas, ce sont seulement les travailleurs du bâtiment, et ils font une manifestation pour réclamer les salaires appartenant à la zone de la catégorie A. » Et nous de déclarer : « Fort bien, dans ce cas nous manifesterons aussi pour être payés comme appartenant à la zone A. » Une longue discussion s'en est suivie et les responsables ont essayé de nous convaincre de rédiger nos revendications par écrit et de les confier au chef d'entreprise pour communication à qui de droit. Nos demandes étaient parfaitement justes et seraient certainement prises en considération, a déclaré le représentant du comité syndical d'entreprise, fidèle à la ligne. On a ainsi discuté pendant une demi-heure. Finalement, un collègue a proposé de voter pour savoir si l'on manifeste ou si l'on travaille. Le porte-parole du comité syndical, qui avait encore l'air de dominer l'assemblée, a formulé : « Qui est d'accord pour fixer les revendications par écrit et reprendre le travail ? » Personne, pas même les « camarades »,

n'a levé la main. Un éclat de rire bruyant. Quelqu'un dans la foule a crié : « L'autre proposition ! » L'homme du comité syndical s'est vu maintenant obligé de soumettre aussi au vote cette proposition. Environ 90 pour cent ont levé la main. On a fait voter « contre » et personne n'a réagi. « Ce sera le plus beau jour de ma vie », a dit quelqu'un à côté de moi. »

POZNAN

L'historique de la lutte ouvrière en Pologne qui aboutit au soulèvement de Poznan est un peu différent. De tous les pays satellites, la Pologne fut la première qui vit la classe salariée entrer en conflit ouvert avec le régime établi : une vague de grèves déferla sur presque toute l'industrie polonaise en 1947, avant même que la dictature totalitaire ne prit sa forme définitive, telle qu'elle est caractérisée, sur le plan ouvrier, par l'absorption du parti socialiste et par la mise au pas complète des syndicats. Cette circonstance eut pour résultat d'amener le pouvoir à régler les problèmes ouvriers beaucoup plus par la répression pure qu'au moyen d'un savant dosage de pression, de chantage, de corruption et d'arguments fallacieux. De même, la transformation définitive des syndicats en instrument de l'oppression et de l'exploitation de la main-d'œuvre fut entreprise dans ce pays avec une brutalité et une franchise cynique sans précédent. C'est à un général que cette œuvre fut confiée en 1949 et l'épuration devint, à partir de ce moment, la principale préoccupation de l'organisation professionnelle. Les ouvriers réagirent en lui tournant systématiquement le dos. Aussi ne réussit-elle jamais à faire entrer dans ses rangs plus de trois quarts de la classe salariée, tandis que dans d'autres pays de l'empire soviétique la proportion des syndiqués va parfois jusqu'à quarante-cinq pour cent.

Dans ces conditions, la classe ouvrière polonaise put moins que toute autre défendre ses droits et son niveau de vie. La Pologne devint le pays pilote de la paupérisation. Mais, du même coup, les institutions officielles se révélaient de plus en plus incapables de contrôler la vie de la société. Les syndicats durent avouer leur faillite dès 1954, date à laquelle un secrétaire confédéral constata publiquement : « Les ouvriers ne considèrent plus les organismes syndicaux comme leurs représentants, mais comme de simples fonctionnaires. » Dans un effort désespéré pour ébranler le mur de l'indifférence derrière lequel se tenait la classe ouvrière, les syndicats se mirent à solliciter les critiques. Mais ils n'avaient aucune possibilité d'obtenir une amélioration réelle de la situation matérielle et sociale. Bien au contraire, celle-ci ne cessait de décliner. Aussi la manœuvre ne fit-elle qu'aggraver le problème. Les aspirations plus ou moins vagues se transformèrent, dans le feu de la discussion, en revendications précises. Les principaux points du programme ouvrier ainsi formulé peuvent se résumer comme suit : abandon de la réglementation autoritaire des conditions d'emploi ; retour aux conventions collectives librement débattues en vue d'obtenir une augmentation substantielle des salaires et le rétablissement des conditions de travail plus humaines ; à l'intérieur des usines, représentation authentique du personnel, indépendante vis-à-vis du directeur et librement élue sans ingérence de ce dernier ni du parti ; syndicats indépendants, affranchis de la tutelle du parti et débarrassés du bureaucratisme ; abolition des prescriptions relatives à la discipline de travail, ainsi que de la législation sociale anticouvrière ; retour aux règles antérieurement en vigueur. Dans son numéro du 22 novembre 1956, le quotidien syndical « Glos Pracy » déclara fort à propos : « Depuis un an, le gouffre séparant la classe ouvrière des syndicats s'est approfondi. Pour

finir, la classe ouvrière avait son programme et les syndicats avaient le leur. » On ne saurait mieux dire. Mais il convient d'ajouter que ce programme ouvrier mettait en cause non seulement les pratiques des syndicats officiels : il fut incompatible avec le système totalitaire dans son ensemble.

Lors même que la lutte des travailleurs contre le syndicalisme d'Etat approchait ainsi de son point culminant, un autre développement lourd de conséquences commença à se dessiner : le régime perdait le contrôle des intellectuels. C'est en août 1955 que parut le « Poème pour adultes » d'Adam Wazyk, ce cri d'angoisse et de révolte qui attira à l'auteur les foudres de la direction du parti. Il fut accusé d'avoir donné les tendances petites-bourgeoises. Mais le rebelle et tous les intellectuels qui sympathisaient avec lui se virent soudainement soutenus et portés — ils furent les premiers à en être surpris — par l'accueil chaleureux que leurs paroles recevaient parmi les ouvriers, parmi ceux-là mêmes dont ils s'étaient en vain réclamés tant qu'ils restaient des apologistes de la fiction officielle. Sous l'effet de cette démarche inattendue — et le choc provoqué par le discours secret aidant — le malaise des intellectuels se transforma peu à peu en une révolte contre le rôle indigne qui leur était échu jusque-là.

L'effervescence sociale stimula simultanément un grand effort de pensée et un sursaut de sincérité dans les milieux étudiants. Les protestations des étudiants furent beaucoup plus radicales que celles des intellectuels. Sortant de l'équivoque entretenue par ces derniers qui accablaient surtout les morts — Jdanov pour sa politique culturelle, Béria pour le régime policier, Staline pour « le culte de la personnalité » — les étudiants allèrent droit au cœur du problème. Fait caractéristique à cet égard, l'injustice sociale les passionna davantage que les anomalies de l'enseignement. L'hebdomadaire des étudiants communistes « Po Prostu », le seul journal étudiant autorisé, fit des révélations sur le chômage dont la presse syndicale ne soufflait mot. Le 26 janvier 1956, « Po Prostu » publia un récit bouleversant sur la condition faite aux jeunes ouvriers : « Au temps de la campagne d'enrôlement de la main-d'œuvre pour l'industrie et les mines, il y eut à proximité de Varsovie un camp où étaient logés les jeunes gens employés dans une fabrique voisine. La situation y était affreuse : faim, saleté, misère, maladies, prostitution, déchéance, crises d'hystérie collective, tentatives de suicide. Mais au nom des « buts suprêmes » on m'interdisait d'en parler. (...) Plus tard, je visitai les fermes d'Etat près de Gruenberg, en Silésie. Les gens y vivaient non pas comme des humains, mais comme des bestiaux. Dans un coin, sur un lit de bois, une jeune fille se mourait de maladie et de faim. Elle fut abandonnée parce qu'atteinte de tuberculose. Mais à ce sujet encore, je ne pus rien écrire, au nom des « buts suprêmes » une fois de plus. C'est encore « Po Prostu » qui tint à tirer, dans son numéro du 6 novembre 1955, une nette ligne de séparation entre la révolte de la société et le « dégel » opéré par les chefs : « Le dégel fut nécessaire (...), mais il déclencha un orage dont plus d'un pilote tomba victime. »

Ajoutons à ce qui précède que l'atmosphère d'effervescence ainsi créée donna de nouvelles impulsions aux vieilles résistances contre l'asservissement de la paysannerie, la persécution des catholiques et l'oppression nationale. Force est dès lors de constater que le combat mené par les ouvriers déborda le cadre artificiel d'explication entre salariés et syndicats officiels, et trouva sa véritable fonction, celle de moteur de la résistance opposée à l'appareil totalitaire pour toutes les forces de la société réelle.

BUDAPEST

L'évolution qui aboutit à la révolution hongroise ressemble davantage au développement de la résistance en Pologne qu'au cours que celle-ci avait suivi en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie. Bien que l'inféodation définitive des syndicats ne soit intervenue en Hongrie qu'après l'instauration du pouvoir absolu du parti, on assista dans ce pays au même isolement hermétique de l'organisation professionnelle qu'en Pologne. C'est que, contrairement à ce qui s'était passé en Allemagne orientale et en Tchécoslovaquie, la mise au pas des syndicats coïncida ici avec une grande offensive contre le niveau de vie des salariés.

L'événement se produisit au cours de l'été 1950. La mainmise sur les syndicats fut opérée au moyen d'une chasse systématique donnée aux social-démocrates (dont le parti avait été liquidé depuis 1948). On procéda alors à l'arrestation de certains dirigeants social-démocrates authentiques, dont notamment Anna Kethly, et aussi de crypto-communistes notoires, tels Arpad Szokasits et György Marosan (ce dernier est à présent un des piliers du régime Kadar). Mais la terreur s'abattit en particulier sur des socialistes parmi les ouvriers d'usines et les militants. Les salariés revêtant des fonctions diverses dans le parti et dans les syndicats furent soumis à des pressions irrésistibles pour dépister, mettre au pilori et chasser des entreprises tous leurs camarades de travail ayant appartenu, à un moment quelconque, à la social-démocratie ou qui, sans avoir jamais adhéré à ce parti, en avaient assimilé à tout le moins les idées. Et il suffit, pour être accusé de répandre l'idéologie social-démocrate, de considérer que la mission des syndicats consiste à promouvoir les intérêts ouvriers.

Dans une résolution spéciale, le Politburo du parti attaqua violemment, le 26 juillet 1950, les organismes dirigeants des associations professionnelles : « Il n'ont pas compris qu'ils ne servent efficacement les intérêts de la classe ouvrière de notre pays que s'ils luttent sans hésiter pour le renforcement de la discipline de travail, pour l'augmentation constante de la production. (...) Ils ont parlé, certes, des nouvelles tâches des syndicats, mais ils n'ont pas effectué de changement décisif dans leur travail. Certains dirigeants syndicaux, et même certains syndicats tout entiers et des comités d'établissement arriérés ont mécaniquement adopté, dans la pratique, la même attitude en ce qui concerne la production, les normes et les salaires que celle qui était correcte en face des exploitateurs du régime Horthy, mais qui est devenue intolérable et inadmissible. »

Personne ne pouvait se méprendre sur le but de cette campagne odieuse, aucun voile idéologique n'en pouvait dissimuler la nature, car, rappelons-le, elle alla de pair avec un attentat brutal contre le bien-être de la population en général et des ouvriers en particulier. Le fameux économiste soviétique d'origine hongroise, E. Varga, fut à ce moment transféré à Budapest et son premier geste consista à déclarer cyniquement que le niveau de vie, pourtant fort inférieur par rapport à l'avant-guerre, était trop élevé, qu'il importait de l'abaisser pour assurer un essor plus rapide de l'industrie. Le gouvernement décréta une réduction radicale des temps accordés aux travaux rémunérés à la pièce.

Prise entre le marteau et l'enclume de la chasse aux socialistes et de l'attentat contre les salaires, la classe ouvrière succomba après avoir livré une bataille désespérée. Une grève et des incidents sanglants se produisirent à cette occasion dans les fameuses aciéries de Csepel, qui devaient devenir un des principaux centres de la révolution cinq années plus tard. Un avilissement radical de la condition ouvrière s'ensuivit. Mais les syndicats officiels subirent dans cette épreuve des dommages irréparables. Tou-

